



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

47 361



Distr. : GÉNÉRALISÉ

E/CN.14/752  
15 février 1980

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis Abéba, 3-8 avril 1980

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quinzième session/Sixième réunion  
de la Conférence des ministres

Addis-Abéba, 9-12 avril 1980

MISE EN PLACE D'INSTITUTIONS DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET  
TECHNIQUE ET MESURES POUR RENFORCER LES INSTITUTIONS EXISTANTES

L'extrême importance que revêt la coopération économique pour l'Afrique étant fort connue, il ne sera pas nécessaire d'insister sur ce point dans le présent document. Sur un continent où les marchés nationaux sont exigus et les ressources humaines et matérielles sous-employées, la création de groupements économiques doit principalement avoir pour objet la mise en place de moyens de production viables dans le secteur de l'industrie et le secteur primaire, l'accroissement des possibilités d'absorption et d'adaptation des techniques, la création de moyens de transport rentables, la mise en commun des ressources en main-d'oeuvre et des ressources financières et la promotion de mesures tendant à l'exploitation des complémentarités. La condition sine qua non pour atteindre cet objectif est la création de groupements économiques ayant pour finalité l'intégration économique de la région et la création d'institutions multinationales chargées de promouvoir le développement et de déployer des efforts collectifs dans des domaines déterminés en veillant à la rentabilité.

Le présent document portera sur les résultats obtenus par des institutions multinationales africaines mises en place sous les auspices du secrétariat de la CEA qui sont chargées de promouvoir le développement, la coopération technique et les efforts collectifs de coopération dans divers secteurs économiques et sociaux. On s'est avisé très tôt de la nécessité de créer des institutions susceptibles d'aider les pays africains à développer collectivement les moyens et infrastructures indispensables pour assurer leur développement économique et social, qu'ils n'étaient pas en mesure de créer individuellement en raison de leur pauvreté. Au nombre des premières institutions de ce type créées par la CEA figurent la Banque africaine de développement (BAD), l'Association des banques centrales africaines et l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP). La BAD, dont tous les Etats africains indépendants sont membres, est devenue, après des débuts plutôt difficiles, un outil utile en matière de développement ; la Banque a diversifié ses activités et ses ressources. L'Association des Banques centrales africaines, dont sont membres toutes les banques centrales africaines, se développe progressivement, elle a créé de nombreux organes subsidiaires importants tels que le Centre africain d'études monétaires et la Chambre de compensation pour l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, d'autres institutions n'ont pas connu le même succès.

Les diverses institutions créées, à la demande des gouvernements africains, dans des domaines tels que les ressources naturelles, la science et la technologie, le commerce, l'industrie, la formation, les ressources humaines, les transports et les communications ont toutes subi le contrecoup de l'absence de volonté politique de la part des pays africains. Cette absence de volonté politique s'exprime de diverses façons : le plus souvent, après avoir insisté pour qu'une institution soit créée, nombre de gouvernements africains y compris parmi ceux qui ont approuvé le document juridique portant création de l'institution, s'abstiennent d'en devenir membres, ou lorsqu'ils le deviennent, négligent de lui apporter le soutien financier et matériel nécessaire. Il s'ensuit une paralysie de l'institution et un désenchantement, qui hypothèquent l'autonomie collective des pays africains. Les Etats membres doivent prendre conscience du fait que le succès ou l'échec des institutions

créées à leur demande, aux fins de développement collectif, dépend d'eux.

L'exemple de certaines des institutions multinationales passées en revue ci-après atteste qu'elles n'ont pas bénéficié de l'appui nécessaire - insuffisance du nombre d'adhésions et des ressources financières et autres - ce qui a eu pour effet d'entraver leur développement.

Le continent serait abondamment doté de ressources naturelles dont la mise en valeur et l'exploitation devraient contribuer sensiblement à la transformation économique et sociale de la région. Toutefois, on constate avec ironie que c'est en matière de création d'institutions chargées d'assurer le développement collectif que la situation est la plus dramatique.

Le Centre régional de formation aux levés aériens d'Ile-Ife (Nigéria) a été créé en vertu de la résolution 164 (VIII) de la Commission qui demandait au Secrétaire exécutif de créer des centres de formation aux techniques de photogrammétrie, de photointerprétation de photographies aériennes et de levés géophysiques aériens. Le Centre qui est censé regrouper tous les pays d'Afrique de l'Ouest, ne compte, depuis sa création en 1972, que quatre membres, à savoir le Bénin, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal. Les divers efforts déployés, y compris les missions qui avaient pour but d'intéresser les autres pays d'Afrique de l'Ouest, n'ont pas réussi à emporter l'adhésion, ne serait-ce que d'un pays d'Afrique de l'Ouest supplémentaire. Cette situation a eu des effets défavorables sur la croissance et le développement du Centre qui, s'il avait bénéficié de l'appui de la majorité des Etats d'Afrique de l'Ouest, aurait pu être rapidement à même d'assurer des services de meilleure qualité et plus nombreux dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles aux fins d'autonomie collective. Les quatre Etats membres du Centre ont pris à leur charge le financement des activités du centre, et ce, bien que 90 étudiants originaires de plus de 12 pays africains y aient reçu une formation. Les pays bénéficiaires sont l'Algérie, le Burundi, le Ghana, le Kenya, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République centrafricaine, le Sénégal, la Somalie, le Zaïre et la Zambie. Bien que le Nigéria, qui est le pays hôte, continue d'assurer de bonne grâce le financement du Centre, les quatre Etats membres ne peuvent continuer d'assurer le bon fonctionnement de ses services, ni les améliorer, ni les développer pour le seul bénéfice de huit autres Etats africains qui ne contribuent à aucune façon à leur fonctionnement. C'est pourquoi le développement du Centre a été lent ; il ne dispose pas de crédits suffisants pour développer son programme ou agrandir ses locaux. Le budget du centre pour 1977-1978 s'élevait à 353 628 dollars des Etats-Unis. En 1978/79 il atteignait 409 614 dollars des Etats-Unis, ce qui représente un accroissement modeste ; en 1979-1980 il n'était encore que de 497 473 dollars. Si les pays africains, qui recourent au Centre avaient quelque peu contribué financièrement à son développement, de grands progrès auraient pu être faits et le sort des quatre Etats membres qui ploient sous le fardeau s'en serait trouvé amélioré.

Le Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes de Nairobi (Kenya), qui a également été créé en vertu de la résolution 164 (VIII) de la Commission a connu le même sort que le Centre d'Ile-Ife. Sur les 17 pays d'Afrique de l'Est qui sont censés en être membres, cinq seulement à savoir le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Somalie et le Malawi le sont effectivement et le Malawi a même fait part de son intention de se retirer à la fin de janvier 1980. En dépit de diverses missions promotionnelles, le nombre des membres du Centre de Nairobi n'a pas augmenté depuis sa création en 1975 ; en fait ce nombre, déjà bien maigre, doit diminuer. Il est bien évident que cette situation influe défavorablement sur le développement et l'expansion du Centre. Deux des cinq membres, à savoir le Kenya et la République-Unie de Tanzanie, en assurent le financement. Une fois de plus, le pays hôte - le Kenya - comme le Nigéria dans le cas du Centre de formation aux levés aériens, prend à sa charge une partie importante du financement du Centre. Outre le fait que ce pays a offert le terrain sur lequel a été édifié le siège du Centre et qu'il a fourni une partie des crédits pour sa construction, il était encore fort récemment le seul pays à verser sa contribution au budget ordinaire du Centre. La République-Unie de Tanzanie va bientôt verser tous ses arriérés de contributions. Le centre n'a donc pas été en mesure de mettre en oeuvre les plus modestes de ses projets approuvés par son Conseil d'administration pour les exercices 1978-1979 et 1979-1980. Le montant du budget qui était de 884 557 dollars des Etats-Unis en 1978-1979 était ramené à 381 959 dollars en 1979-1980. Le Centre ne peut atteindre ses objectifs ni se développer si deux de ses Etats membres seulement lui assurent un appui financier. En fait, tous les Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est devraient devenir membres du Centre le plus tôt possible de façon qu'il puisse s'acquitter des importantes fonctions dont les gouvernements africains l'ont investi.

Le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est a été créé en 1977 lorsque les Comores ont signé l'accord portant création du Centre, ce qui permettait d'atteindre le nombre minimum requis d'Etats signataires, qui était de quatre. Les trois autres Etats membres sont l'Ethiopie, le Mozambique et la République-Unie de Tanzanie. Le Centre qui a pour fonction d'aider les Etats membres à mettre en valeur et à exploiter leurs ressources minérales, a été créé en vertu de la résolution 205 (IX) de la Commission de février 1969. En dépit de plusieurs représentations adressées aux pays de la sous-région, le nombre d'Etats signataires est demeuré inchangé. En fait, seul trois des quatre membres, à savoir l'Ethiopie, le Mozambique et le pays hôte - la République-Unie de Tanzanie - assurent un appui financier au Centre. La Tanzanie a suivi l'exemple d'autres pays hôtes tels que le Nigéria et le Kenya en fournissant le terrain sur lequel sera construit le Centre, des locaux temporaires et une contribution spéciale de 120 000 dollars des Etats-Unis destinés à la création dudit

Centre. En raison du nombre extrêmement limité des membres du Centre, le budget de 1978-1979 était de l'ordre de 100 000 dollars des Etats-Unis à peine et il y a fort peu de chances pour que le Centre puisse atteindre son développement maximum. On estime que si tous les Etats susceptibles de devenir membres du Centre le devenaient effectivement, il suffirait de le doter d'un budget annuel de 1 million de dollars des Etats-Unis pour qu'il puisse disposer de tous les locaux qui lui sont nécessaires et entreprendre toutes les activités qui devraient lui incombent. Le montant des contributions des 17 Etats membres se situerait entre 9 260 dollars des Etats-Unis pour les Comores et 125 963 dollars pour la Zambie si on appliquait le barème des contributions en vigueur à l'OUA. On estime également qu'en fonctionnant au maximum de ses capacités, le Centre réaliserait chaque année des recettes d'un montant de 800 000 dollars des Etats-Unis au titre des services techniques dispensés aux Etats africains.

Bien que la résolution 280 (XII) de la Conférence des ministres demandant que soit créé le Conseil africain de télédétection ait été adoptée en février 1975, le Conseil n'a été effectivement créé qu'en juillet 1979, date à laquelle étaient réunies les dix signatures nécessaires à cette fin. A ce jour, 14 Etats africains seulement, à savoir, le Bénin, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, la Guinée, la Haute-Volta, le Kenya, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la République-Unie du Cameroun, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, la Sierra-Leone et le Zaïre sont membres du Conseil. Celui-ci devra s'acquitter d'une fonction essentielle à savoir diriger et coordonner les activités tendant à l'établissement d'un inventaire des ressources naturelles de la région à l'aide de la télédétection ; le fait que le nombre des membres d'un conseil aussi important soit si ridiculement bas ne peut manquer de compromettre ses activités futures.

Il est un élément nouveau encore plus alarmant, à savoir le fait que les donateurs qui s'étaient engagés à fournir une assistance à des institutions telles que le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et le Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes au moment de leur création ne semblent plus maintenant vouloir fournir cette assistance que si le nombre des membres de ces Centres augmente de façon qu'ils aient un caractère vraiment sous-régional. On pense également que les pays susceptibles d'en devenir membres sont dans l'expectative et ne décideront qu'au vu de leur évolution. Ce ne sont pas seulement les centres dont nous avons fait état dans le présent paragraphe qui se trouvent dans ce cercle vicieux mais toutes les institutions régionales ou sous-régionales qui ont un nombre insuffisant de membres.

Dans le domaine de la science et de la technologie, plus que dans tout autre, il est nécessaire que les pays africains combinent leurs efforts s'ils veulent être en mesure d'acquérir et d'adapter les techniques. La proposition tendant à la création du Centre régional africain de technologie figurait dans les conclusions approuvées par la troisième Conférence des ministres africains de l'industrie qui s'est tenue à Nairobi en décembre 1975. La quatrième Conférence des ministres du commerce des pays membres de l'OUA qui s'est tenue à Alger en novembre 1975, la Conférence des ministres de l'Education des Etats africains qui a eu lieu à Lagos en février 1976, la résolution 87 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et enfin la résolution CM/Res/513 (XXVII) de la vingt-septième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA (Maurice, juillet 1976) appuyaient cette proposition. Le Centre régional, dont la création a été accueillie d'une manière extrêmement favorable, ne compte à ce jour que 28 membres alors qu'il y a 49 Etats africains qui pourraient le devenir. Ces membres sont les suivants : Algérie, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Egypte, Ghana, Guinée équatoriale, Guinée, Ethiopie, Kenya, Libéria, Maroc, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Niger, Nigeria Ouganda, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Togo, Zaïre et Zambie. Il semble que la création du Centre ait suscité un certain enthousiasme à en juger par l'empressement de plusieurs Etats à en accueillir le siège. A l'issue d'une longue controverse à ce sujet, le choix du pays hôte s'est porté sur le Sénégal, le programme de travail et le budget du Centre ont été approuvés et les responsables du Secrétariat du Centre et de ses divers départements ont été nommés. Ces mesures ont été adoptées il y a deux ans, mais le secrétariat n'est toujours pas en mesure d'entreprendre ses activités ni de nommer le personnel nécessaire car les Etats membres n'ont pas versé leurs contributions. Il ne semble pas que les Etats membres désireux d'accueillir le Centre manifestent le même enthousiasme au sujet du paiement de leurs contributions.

La question de la création d'une organisation régionale africaine de normalisation ouverte aux 49 pays africains, a été débattue lors de la réunion d'experts africains consacrée à la formation organisée conjointement par l'ONUDI, la CEA et l'ISO à Addis-Abéba en 1970. Ultérieurement, la résolution 315 (XIII) de la Conférence des ministres demandait à tous les pays africains de ratifier l'Acte constitutif instituant l'Organisation et d'appuyer celle-ci. Bien que 18 pays africains aient signé l'Acte constitutif, sept pays seulement, sur les huit requis pour créer l'Organisation, ont déposé leurs instruments de ratification. Les pays ayant signé l'Acte constitutif sont les suivants : Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Ghana, Haute-Volta, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Libéria, Malawi, Maurice, Nigéria, Ouganda, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan, Togo et Tunisie. Les sept pays l'ayant ratifié sont : l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, la Jamahiriya arabe libyenne, le Malawi, le Nigéria et le Sénégal. Etant donné qu'il s'agit d'une organisation qui a, entre autre, pour fonction de promouvoir les activités de normalisation en Afrique, d'élaborer des normes régionales et de favoriser le développement économique et social, on ne peut qu'être déçu par le peu d'empressement des pays africains à en devenir membres. Le fait que le Ghana, qui avait été initialement choisi comme pays hôte de

L'Organisation, ait refusé d'accorder les facilités, immunités et privilèges habituellement octroyés à une institution intergouvernementale de ce type, constitue un sérieux obstacle à son développement. Un nouveau pays hôte doit être choisi. En attendant le secrétariat de la CEA fournit temporairement des locaux et des services de secrétariat. Temporairement, et jusqu'à ce que l'Organisation soit effectivement créée grâce au dépôt du dernier instrument de ratification de l'Acte constitutif, les Etats signataires ont approuvé deux budgets, l'un correspondant à l'année 1978, l'autre à l'année 1979. Cependant, six pays seulement, à savoir, l'Ethiopie, le Kenya, le Libéria, le Malawi, la République-Unie du Cameroun et le Nigéria, sur les 18 signataires, ont versé leurs contributions pour l'année 1978 et cinq pays seulement à savoir, l'Ethiopie, le Kenya, le Malawi, la République-Unie du Cameroun et le Libéria ont versé les leurs pour l'année 1979.

L'un des instruments les plus propres à assurer la promotion et le développement des échanges entre pays africains, qui sont aujourd'hui peu développés, est constitué par l'Association des organisations africaines de promotion commerciale. Ce sont les résolutions 247 (XI) de février 1973 de la Conférence des ministres et 310 (XXI) de mai 1973 du Conseil des ministres de l'OUA qui sont à l'origine de cette Organisation. Les vingt-six Etats membres de l'Organisation sont l'Algérie, le Burundi, le Congo, l'Egypte, l'Ethiopie, le Gabon, le Ghana, la Guinée Bissau, la Jamahiriya arabe libyenne, le Kenya, le Libéria, la Mauritanie, le Maroc, le Nigéria, l'Ouganda, la République Centrafricaine, la République-Unie du Cameroun, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, la Somalie, le Soudan, le Tchad, le Togo, la Tunisie, le Swaziland et le Zaïre. Du fait qu'il s'agit d'une organisation propre à assurer la promotion des échanges intra-africains ouverte aux 49 Etats membres de la CEA et de l'OUA, il est fort peu encourageant de constater que moins de la moitié des Etats africains en sont membres.

Sur les 26 membres actuels de l'Association près d'un tiers seulement versent leurs contributions au budget biennal. Ainsi, pour l'exercice biennal 1975-1976 huit Etats membres seulement à savoir la République-Unie du Cameroun, l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc, le Rwanda et le Soudan ont versé leurs contributions dont le montant s'élève à 160 953 dollars des Etats-Unis sur un budget total de 439 510 dollars des Etats-Unis. Cette tendance persiste et hypothèque le développement de l'Association.

Lors de la troisième Conférence des ministres africains de l'industrie qui s'est tenue à Nairobi en décembre 1975, il a été décidé pour la première fois de créer le Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles ouvert aux 49 Etats membres de la CEA et de l'OUA. Cette

décision a été réitérée lors de la quatrième Conférence des ministres africains d'industrie. Le Centre qui devrait jouer un rôle essentiel dans la réalisation des progrès industriels de la région a entre autres pour fonction d'aider les pays africains à concevoir des équipements, à fabriquer des prototypes adaptés aux besoins industriels de l'Afrique et à créer des fonderies et des forges pour la production de pièces détachées, d'éléments ou de machines simples destinés aux petites industries et aux industries rurales. Ce Centre a été créé à Cotonou en avril 1979 et son siège est à Ibadan (Nigéria). Les pays membres du Centre sont les suivants : Algérie, Bénin, Burundi, Comores, Egypte, Haute-Volta, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Niger, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Togo, Zaïre et Zambie. Les pays africains qui ne sont pas encore membres de cet important Centre sont instamment priés de le devenir.

Mis à part la Banque africaine de développement et l'Association des banques centrales africaines, les institutions intergouvernementales créées sous les auspices du secrétariat de la CEA, à la demande des gouvernements africains, connaissent toutes des difficultés financières alors qu'elles fonctionnent essentiellement grâce aux contributions versées par les Etats membres.

L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), l'une des Institutions les plus prestigieuses créées par la CEA dès 1964, compte un nombre de pays membres africains assez important. Sur les 49 Etats africains susceptibles d'en faire partie, 37 en sont en fait membres, il s'agit de l'Algérie, du Bénin, du Burundi, du Congo, de la Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda, République Centrafricaine, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre et Zambie. Il semblerait donc que le nombre des membres de l'IDEP augure bien de l'avenir de l'Institut mais en fait, sans l'assistance généreuse du PNUD dont l'IDEP continue de bénéficier, l'Institut aurait fermé ses portes depuis longtemps car plusieurs Etats membres ne versent pas régulièrement leurs contributions. Sur un montant de 1 986 742 dollars des Etats-Unis qui correspond au budget approuvé pour l'exercice biennal 1976-1978, 1 003 452 dollars seulement avaient été recouvrés à la fin de l'année 1979, ce qui s'est traduit par un déficit pour ledit exercice de 983 290 dollars des Etats-Unis. Les montants des contributions dus par les deux tiers des membres de l'IDEP au moment où était rédigé le présent document sont les suivants :



<u>Pays</u>	<u>Montants dus au 31 décembre 1979</u>
Bénin	12 850,93
Burundi	15 075,00
Congo	45 000,00
Côte d'Ivoire	103 857,42
Egypte	45 000,00
Ethiopie	45 000,00
Gabon	55 557,07
Gambie	27 685,00
Ghana	11 250,00
Guinée	86,00
Haute-Volta	60 000,00
Kenya	64 000,00
Malawi	45 444,20
Mali	45 000,00
Maurice	1 665,08
Mauritanie	9 998,01
Ouganda	30 000,00
République Centrafricaine	15 000,00
Rwanda	60 000,00
Sierra Léone	10 000,00
Somalie	96 000,00
Soudan	12 962,79
Tchad	72 000,00
Togo	23 740,94
Tunisie	9 558,70
Zaire	32 000,00
Zambie	45 238,00

On ne peut s'attendre à ce que le PNUD continue de financer indéfiniment l'IDEP car ces ressources sont détournées d'autres objectifs dont la réalisation s'impose d'urgence. Les gouvernements africains sont donc instamment priés de s'acquitter de leurs obligations financières à l'égard de l'IDEP au plus vite, de façon que le programme de travail de l'Institut puisse être réalisé dans sa totalité et que l'Institut soit en mesure de répondre aux défis qui se posent en Afrique.

Il y a deux institutions qui, bien que n'ayant pas le statut d'institutions multinationales le sont en fait par la portée de leurs activités. Il s'agit du Regional Institute for Population Studies d'Accra (Ghana) et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé (République-Unie du Cameroun).

Ces deux institutions nationales favorisent et appuient les recherches et la formation dans le domaine de la démographie et dans des domaines connexes. L'Institut d'Accra assure la formation d'étudiants originaires du Botswana, de la République-Unie du Cameroun, de l'Egypte, de l'Ethiopie, de la Gambie, du Ghana, du Kenya, du Lesotho, du Libéria, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Malawi, de Maurice, du Mozambique, du Nigéria, des Seychelles, de la Sierra-Léone, de la Somalie, du Soudan, du Swaziland, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie. L'Institut de Yaoundé forme, quant à lui, des étudiants originaires des pays suivants : Algérie, Bénin, Burundi, Tchad, République-Unie du Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Togo, Tunisie et Zaïre.

C'est en 1972 que ces institutions ont commencé de fonctionner mais, très vite, il est apparu que le Ghana et la République-Unie du Cameroun ne pouvaient continuer de financer seuls les services dispensés par leurs institutions respectives dont bénéficiaient plusieurs autres pays africains. De toute évidence, ces institutions qui s'efforcent d'assurer une formation et d'organiser la recherche dans le domaine de la population pour d'autres pays africains, ont besoin de l'appui de ces pays pour pouvoir s'acquitter avec efficacité et efficience des fonctions qui leur ont été assignées. La transformation de ces institutions nationales en institutions multinationales, qui devait permettre aux pays africains de se charger d'activités qui auraient été trop onéreuses s'ils avaient dû s'en charger individuellement justifie pleinement la création d'institutions multinationales. En mars 1979, la Conférence des ministres de la CEA, dans sa résolution 367 (XIV) demandait au Secrétaire exécutif de la Commission d'ouvrir des négociations avec les gouvernements ghanéens et camerounais en vue de transformer leurs institutions nationales s'occupant des questions de population en institutions multinationales dont les autres Etats africains deviendraient membres en contribuant financièrement à leur fonctionnement. Il a été décidé de mettre en oeuvre ladite résolution en faisant de ces institutions multinationales, des organes subsidiaires de la CEA ; à cette fin, une résolution de la Conférence des ministres de la CEA devait assurer l'adhésion en qualité de membre, de tous les Etats intéressés aux dites institutions multinationales.

Les diverses institutions multinationales mentionnées ci-dessus n'ont été retenues qu'aux fins d'exemples. Cette liste est loin d'être exhaustive et plusieurs autres institutions multinationales africaines connaissent les mêmes problèmes. Certaines d'entre elles telles que le Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD) et l'Association des cartographes africains, qui existent depuis de nombreuses années, n'entrevoient pas encore de solutions à leurs problèmes financiers.

On craint que les institutions multinationales nouvellement créées telles que le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre et l'Association des Organisations des consultants d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe connaissent très vite ce genre de difficultés.

De toute évidence les difficultés auxquelles se heurtent les institutions multinationales africaines ont principalement pour origine deux raisons, à savoir, l'insuffisance du nombre de leurs membres, qui a des incidences sur leur situation financière, et le peu d'empressement apparent de certains membres à verser leurs contributions. Il est incontestable qu'en raison de la modicité des ressources des pays africains, les institutions conçues aux fins de coopération collective telles que celles dont il a été fait état dans le présent document, sont indispensables pour assurer le développement économique et social de l'Afrique. Il est donc nécessaire de se doter de moyens permettant auxdites institutions de s'assurer de la participation de tous les Etats membres intéressés et d'obtenir les ressources financières nécessaires pour qu'elles fonctionnent efficacement.

En ce qui concerne la participation des Etats membres, il est proposé que les pays africains ayant parrainé une résolution demandant la création d'une institution régionale ou sous-régionale en soient automatiquement membres lorsque celle-ci est créée en vertu de ladite résolution. Lorsqu'il est souhaitable de créer une institution de ce type en tant qu'organe subsidiaire de la CEA, alors il convient que ce soit en application d'une résolution de la Conférence des ministres de la CEA, ce qui a donc pratiquement pour effet d'entraîner l'adhésion à ladite institution des Etats africains.

S'agissant du financement, les statuts des diverses institutions existantes comportent des dispositions destinées à leurs organes directeurs, qui prévoient le montant des contributions des Etats membres. Cela signifie non seulement que les diverses institutions recourent à des barèmes différents pour évaluer les contributions, mais également qu'un Etat membre donné peut recourir à un certain nombre de barèmes pour évaluer les contributions qu'il doit verser aux diverses institutions. Si toutefois ces organes directeurs devaient décider d'évaluer les contributions des Etats à l'aide d'un barème dont serait convenue la Conférence des ministres de la CEA, et qui serait applicable à toutes les institutions, cela permettrait à chaque Etat membre d'avoir une idée assez précise du montant de la contribution financière qu'il devrait s'engager à verser à chacune des institutions dont il est membre. La Conférence des ministres de la CEA pourrait fixer une somme forfaitaire que chaque pays africain devrait verser chaque année à chacune des institutions ; la Conférence devrait également se prononcer sur la nécessité d'organiser par exemple une réunion biennale des pays africains au cours de laquelle soit on évaluerait le montant de la contribution que chacun d'entre eux devrait verser à chacune des institutions, soit on conviendrait de prélever un impôt modeste

auprès de chaque pays pour financer toutes les institutions. La Conférence des ministres devrait également décider des nouvelles institutions dont la création s'impose.

La pratique que nous avons déjà mentionnée, selon laquelle les pays hôtes fournissent l'assistance financière et matérielle nécessaire à la création des sièges des institutions, est encourageante, mais il serait souhaitable que les pays hôtes soient disposés à faire plus. Le rôle du gouvernement du pays hôte consiste à assurer la viabilité d'une institution, en prenant à sa charge, le cas échéant, un certain pourcentage des dépenses de fonctionnement durant plusieurs années après sa création, car cela est vital pour l'évolution et le développement des institutions ; ce pourrait être là un autre moyen d'assurer le financement desdites institutions et une condition à remplir pour le pays ayant l'honneur et le privilège d'accueillir une institution intergouvernementale.

Le Centre africain de recherche appliquée et de formation au développement social constitue, à cet égard, un pas dans la bonne voie. Ce Centre, qui a pour origine les résolutions CM/Res.502 (XXXVII) du Conseil des ministres de l'OUA, 2 (II) de la deuxième Conférence des ministres des affaires sociales qui a été appuyée par la résolution 295 (XIII) de la Conférence des ministres, a été créé pour fournir une assistance aux gouvernements africains dans le domaine de la recherche et de la formation au développement social. Le Centre qui a été effectivement créé lorsque ses statuts ont été signés par le treizième pays membre, pourrait avoir pour membres les 49 pays africains existants. Les 13 pays signataires sont les suivants : Burundi, Egypte, Ghana, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Mali, Maroc, Niger, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Sierra Leone, Soudan et Zaïre. Toutefois, le fait que la Jamahiriya arabe libyenne, qui est le pays hôte, ait accepté de se charger de 50 p. 100 des dépenses de fonctionnement du Centre signifie qu'avec 13 Etats membres seulement le Centre est assuré de pouvoir entreprendre son programme de travail initial et d'enregistrer des progrès. Cela devrait encourager les pays africains n'ayant pas encore adhéré au Centre à le faire de façon à bénéficier des services qu'il dispense, qui seraient de ce fait plus nombreux et de meilleure qualité. Le montant des budgets du Centre proposé pour 1980 et 1981 serait respectivement de 1 636 400 et 1 687 400 dollars des Etats-Unis.